

**Séance ordinaire du
jeudi 22 juin 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-deux juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Robert COTTE ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE.

**Conventions de location ACM / Ville de Montpellier
Autorisation de signer les conventions**

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de soutien au tissu associatif local, la Ville de Montpellier met des locaux à disposition de différentes associations.

Afin de proposer aux associations une offre de locaux plus large, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – ACM, propose la location de trois locaux à la Ville de Montpellier :

- Un local de 206.26 m² environ résidence Pompignane, 424 rue Louise Michel (UG 112 510), moyennant un loyer annuel de 12 378.60 € HT + TVA, charges en sus ;
- Un local de 97.51 m² environ résidence Pompignane, 498 rue Louise Michel (UG 112 509), moyennant un loyer annuel de 5 850.60 € HT + TVA, charges en sus ;
- Un local de 128,5 m² environ résidence Saturne, 146 square Saturne (UG 22 752), moyennant un loyer annuel de 3 855.00 € HT + TVA, charges en sus.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature des conventions de location ci-dessus désignées ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 26 610 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 7 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Premier Adjoint**

Signé.

Max LEVITA

Publiée le : 23 juin 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ACM/Ville Pompignane UG 112509
- Convention ACM/Ville Pompignane UG 112510
- Convention ACM/Ville Saturne UG 22752

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170622-6521-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/06/17
Réception en Préfecture : 29/06/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.